



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

grèves

Question au Gouvernement n° 192

Texte de la question

MANIFESTATIONS DES SALARIÉS DU SECTEUR PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Christian Bataille, pour le groupe socialiste.

M. Christian Bataille. Ma question s'adressait à M. le Premier ministre ou à M. le ministre de l'économie et des finances, mais, en leur absence (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle*), je la poserai à M. le ministre des affaires sociales qu'elle concerne également.

M. le président. Je vous rappelle, monsieur Bataille, que plusieurs membres du Gouvernement assistent aujourd'hui au sommet franco-espagnol de Malaga.

M. Christian Bataille. Je vous remercie de cette précision, monsieur le président.

Aujourd'hui, des dizaines de milliers de salariés des services publics sont venus crier leur angoisse dans les rues de Paris. (*Exclamations sur les mêmes bancs.*)

M. Jean Marsaudon. Ils ne sont pas si nombreux !

M. Christian Bataille. Ils s'inquiètent pour l'emploi, les retraites, les salaires et la protection sociale.

Ils sont là pour défendre le service public, c'est-à-dire l'intérêt général, au moment où votre gouvernement est atteint d'une véritable frénésie de libéralisation et de privatisation, dans un contexte d'affairisme boursier. (*Protestations sur les mêmes bancs.*)

Des entreprises et services publics très variés sont représentés dans cette manifestation.

En premier lieu, la SNCF, dont les salariés s'inquiètent des menaces de suppressions d'emplois, de réduction des retraites et de privatisation.

M. Jean Auclair. menteur !

M. le président. Monsieur Auclair, s'il vous plaît !

M. Christian Bataille. A leurs côtés, Air France, menacée elle aussi de privatisation ; La Poste, démantelée dans les secteurs ruraux ; la RATP ; France 3, dont les salariés se battent, en ce moment, pour le service public de l'audiovisuel menacé ; et la fonction publique en général.

Cette manifestation en précède d'autres (« Ah ! » *sur les mêmes bancs*), notamment la journée d'action dans l'éducation nationale prévue le 8 décembre.

Messieurs du Gouvernement, votre politique de droite heurte frontalement le monde des salariés et les citoyens dans leur ensemble. (« La question ! » *sur les mêmes bancs.*) La voici : entendez-vous les cris qui montent (*Exclamations sur les mêmes bancs*) ou bien avez-vous fait définitivement le choix d'une économie privatisée porteuse d'inégalités ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire.

M. Jean-Paul Delevoye, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire. Monsieur le député, je ne crois pas qu'il soit bon d'opposer le secteur privé et le secteur public. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et sur plusieurs bancs du groupe Union pour la démocratie française.)* Si vous voulez, comme nous, une France plus puissante pour qu'elle soit plus solidaire, il faut un service public performant et un secteur privé performant.

Avec les organisations syndicales, nous avons, pas plus tard qu'hier, ouvert un chantier de réflexion sur la modernisation du service public. Il y a deux façons de le défendre. La vraie défense du service public consiste à lui donner les moyens de s'adapter et de se moderniser, avec un souci d'efficacité, d'obtention de résultats et de responsabilisation de ses acteurs. L'autre façon, qui fait peut-être plaisir mais qui le fragilise, consiste à vouloir l'enfermer dans un immobilisme suicidaire. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Michel Delebarre et M. Bernard Roman. Vous n'avez pas répondu à la question !

Données clés

Auteur : [M. Christian Bataille](#)

Circonscription : Nord (22^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 192

Rubrique : Fonctionnaires et agents publics

Ministère interrogé : fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire

Ministère attributaire : fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 novembre 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 novembre 2002